

Des ex-agents secrets étasuniens s'accordent à signaler que Cuba ne soutient pas le terrorisme

Image not found or type unknown



L'ancien officier du service de renseignement pour l'Amérique latine, Fulton Armstrong, a qualifié cette désignation de "fausse". Photo : Prensa Latina

La Havane, 21 oct. (RHC)- Des ex-agents secrets des États-Unis se sont accordés à signaler que l'inscription de Cuba par la Maison Blanche sur la liste des pays soutenant le terrorisme est injustifiée.

Une demi-douzaine de personnes impliquées dans l'élaboration de la politique à l'égard de notre pays aussi bien sous les administrations républicaines que démocrate, ont également affirmé que la "position consensuelle" de la communauté nord-américaine du renseignement est que Cuba ne soutient pas le terrorisme.

L'ancien responsable national du renseignement pour l'Amérique Latine, Fulton Armstrong, a qualifié cette désignation de "fausse" dans une interview accordée à NBC News.

De son côté, Larry Wilkerson, qui a été chef de cabinet de Colin Powell, secrétaire d'État, dans l'administration de l'ex-président George W. Bush (2001-2009), a déclaré que la plus grande des Antilles

ne parraine pas le terrorisme.

"C'est une fiction que nous avons créée... pour renforcer la logique du blocus", a-t-il déclaré.

L'inscription de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme, en plus d'être injustifiée, nuit aux intérêts de sécurité nationale des États-Unis, a de son côté estimé Ben Rhodes, qui a été conseiller adjoint à la sécurité nationale de l'ancien président Barack Obama (2009-2017).

Il a déclaré à NBC News que l'utilisation de cette désignation à des fins purement politiques états-uniennes est erronée en ce qui concerne Cuba et délégitime l'objectif de la règle, qui vise à punir ceux que Washington cible en tant que défenseurs présumés du terrorisme.

De son côté, William LeoGrande, professeur à l'université de Washington, a déclaré que l'inclusion de Cuba dans la liste est ironique de la part d'un pays qui mène des attaques contre l'île.

"Dans les années 1960, la CIA a parrainé des tentatives d'assassinat, des sabotages et des raids paramilitaires contre Cuba, ce que l'on appellerait aujourd'hui du terrorisme d'État, et les exilés cubains formés par cette organisation ont poursuivi les attaques pendant des décennies", a-t-il déclaré.

Washington a retiré Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme en 2015 sous l'administration Obama, où elle se trouvait depuis 1982, mais l'administration de Trump (2017-2021) l'y a remise neuf jours avant la fin de son mandat.

À l'époque, la Maison-Blanche avait affirmé que Cuba avait accordé l'asile à des dirigeants de l'Armée de libération nationale de Colombie (ELN), alors qu'ils se trouvaient à La Havane afin de poursuivre les négociations de paix entamées à Quito avec le gouvernement colombien.

La veille, le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez, a déclaré que la désignation de Cuba comme pays soutenant le terrorisme augmentait le risque encouru par le pays et impliquait de payer entre un tiers de plus et le double pour l'achat de toute marchandise.

Il a affirmé que les quelques fournisseurs qui ont décidé de maintenir des relations avec le territoire antillais ont augmenté leurs prix et que, dans le même temps, les États-Unis appliquent des mesures d'intimidation et de persécution à l'encontre des entreprises d'approvisionnement en carburant.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/302620-des-ex-agents-secrets-etatsuniens-saccordent-a-signaler-que-cuba-ne-soutient-pas-le-terrorisme>



Radio Habana Cuba